



COMMUNICATION D'HAÏTI RELATIVE À L'ADAPTATION

Mars 2022



© 2022 Gouvernement de la République d'Haïti
Communication d'Haïti relative à l'adaptation

Préparé par :



Préparé avec l'aide du Secrétariat du Réseau mondial de PNA et de l'Institut international du développement durable (IISD), grâce au soutien financier du Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO) du Royaume-Uni.



This project is undertaken with the financial support of:
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :

Secretariat hosted by:
Secrétariat hébergé par :



Liste des sigles et abréviations

AFAT : Agriculture, foresterie et affectation des terres

AMCC : Alliance mondiale contre le changement climatique

AND : Autorité nationale désignée du Fonds vert pour le climat

BID : Banque interaméricaine de développement

CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

CDN : Contribution déterminée au niveau national

CIAT : Commission interministérielle d'aménagement du territoire

CNCC : Comité national sur les changements climatiques

DCC : Direction des changements climatiques du ministère de l'Environnement d'Haïti

EbA : Ecosystem-based Adaptation

EBT : Évaluation des besoins en technologies

FVC : Fonds vert pour le climat

IPCC : Intergovernmental Panel on Climate Change

MARNDR : Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural

MDE : Ministère de l'Environnement

MICT : Ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales

MPCE : Ministère de la Planification et de la coopération externe

MTPTC : Ministère des Travaux publics, Transports et Communications

OSC : Organisation de la société civile

PANA : Programme d'actions national d'adaptation

PNA : Plan national d'adaptation

PNCC : Politique national sur les changements climatiques

PNGRD : Plan national de gestion des risques et des désastres

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

PSRC : Programme stratégique pour la résilience climatique

PTF : Partenaire technique et financier

Communication d'Haïti relative à l'adaptation

Schéma national d'aménagement du territoire

Système national de gestion des risques et désastres

TCR : Table de concertation régionale

Avant-propos

En 2006, la République d'Haïti a élaboré son Plan d'Action National d'Adaptation (PANA) aux changements climatiques. Dans le cadre du PANA, des actions d'adaptation ont été mises en œuvre dans des secteurs prioritaires pour renforcer la capacité du pays à faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes. En 2016, après une décennie de mise en œuvre, le PANA a été révisé pour tenir compte de l'amplification des événements climatiques et de leurs conséquences.

Considérée à la fois comme un des Pays les moins avancés (PMA) et un des petits états insulaires en développement (PEID), la République Haïti est très vulnérable à la variabilité et au changement climatique. Les effets néfastes des phénomènes météorologiques extrêmes constituent une menace et un défi croissants à son développement socio-économique et la préservation des ressources naturelles et de ses différents écosystèmes.

Aujourd'hui, il est clair que les approches habituelles ne suffiront pas à relever ces défis et à combattre les effets néfastes du changement climatique. Le Gouvernement du Premier Ministre Ariel Henry à travers le Ministère de l'Environnement de la République d'Haïti, croit qu'il est opportun que le pays envisage un nouveau paradigme de développement dans lequel les politiques et les actions entreprises dans de multiples secteurs et à différentes échelles augmentent la résilience du pays aux chocs climatiques tout en progressant dans la réduction de la pauvreté. Dans cet ordre d'idées, il convient aux niveaux décisionnels de l'État tant à l'échelle centrale que locale, de créer des conditions nécessaires à l'accélération des efforts visant le renforcement de la résilience des communautés et des écosystèmes haïtiens aux impacts du phénomène climatique.

Cette année 2022, le pays est sur le point de finaliser son Plan National d'Adaptation (PNA) appelé à servir de cadre de référence à toutes les politiques publiques nationales en vue de faire face aux impacts néfastes des changements climatiques à l'horizon 2030. C'est donc, le moment opportun de dresser un bilan national en matière d'adaptation au phénomène climatiques tel que recommandé par l'Accord de Paris, au paragraphe 10 de l'article 7.

La première Communication relative à l'adaptation (ADCOM) de la République d'Haïti, soumise sous la forme d'un document autonome, vient à point nommé. Elle constitue une œuvre issue d'une approche inclusive, hautement participative. Elle a le mérite (i) de faire le point sur le profil des réalisations du pays en matière d'adaptation au changement climatique (ii) de répertorier les enseignements tirés de la mise en œuvre du PANA. Dans le même temps, elle présente un aperçu précis et concis des besoins du pays au cours des années à venir. Elle constitue, en fait, la preuve irréfutable du pays à honorer ses engagements en tant qu'Etat-Partie à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Qu'ils en soient remerciés, tous ceux ayant contribué à l'élaboration de cette première communication, tous nos partenaires, particulièrement, le Réseau Mondial des PNA (NAP Global Network).

James CADET
Ministre de l'Environnement, Haïti

Résumé administratif

Petit État insulaire caribéen en développement, la République d'Haïti est classée parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques. Son niveau de vulnérabilité est appelé à s'accroître avec l'amplification du phénomène de réchauffement planétaire, ce qui compromettra son processus de développement socio-économique durable ainsi que ses efforts d'éradication de la faim et de réduction des inégalités. Face à une telle situation, l'adaptation devient une stratégie incontournable et une priorité pour le pays, qui a déjà déployé d'énormes efforts pour la mise en œuvre d'initiatives appropriées. Celles-ci sont, dans la plupart des cas, méconnues du grand public.

Afin de remédier à cette situation et conformément à l'article 7.9 de l'Accord de Paris, l'État haïtien a jugé opportun de produire, dans un document séparé, sa première communication relative à l'adaptation. Élaborée selon un processus participatif combiné à une revue de littérature ciblée, cette première communication relative à l'adaptation de la République d'Haïti vise essentiellement à rehausser le profil des activités d'adaptation mises en place, et ceci tant au niveau national qu'international et à atteindre un équilibre avec celles portant sur l'atténuation du phénomène.

Dans cette perspective, après avoir campé les profils d'impacts, des vulnérabilités et des risques du pays aux changements climatiques, cette première communication relative à l'adaptation de la République d'Haïti a mis en exergue l'évolution du cadre de politiques du pays en matière d'adaptation aux changements climatiques. Celui-ci, par suite de l'élan mondial résultant des processus d'élaboration et d'adoption de l'Accord de Paris sur la problématique des changements climatiques et à un meilleur endossement politique à l'échelle nationale, a considérablement évolué au cours des 10 (dix) dernières années, mais fait face aujourd'hui à des déficits de mise en œuvre et surtout de suivi-évaluation et de rapportage. Par ailleurs, cette version initiale de la communication relative à l'adaptation d'Haïti a fourni une idée des besoins financiers (16 milliards de dollars US sur 15 ans, soit un peu plus de 1 milliard de dollars US par an) et humains du pays en la matière, ainsi que les soutiens reçus au cours des dernières années. En ce qui concerne les besoins en technologies, les travaux en cours ont été indiqués. Le pays a franchi la première étape du processus, à savoir l'identification et la hiérarchisation des technologies dans 4 secteurs prioritaires dont deux (2) pour la composante Adaptation (Agriculture-ressources en eau, Zones côtières) et deux (2) pour la composante Atténuation (Foresterie et Énergie).

De façon générale, il y aurait un grand écart entre les besoins du pays et les soutiens reçus. L'échantillon des initiatives d'adaptation considérées indique des actions de courte portée temporelle, disposant d'enveloppes relativement petites et concentrées, majoritairement dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau et des zones côtières. Des actions de renforcement des capacités nationales pour l'adaptation identifiées dans plusieurs documents élaborés sur la question ont été reprises dans ce document. En ce qui concerne les communications futures sur l'adaptation, il serait souhaitable que des actions appropriées soient mises en œuvre en vue de rehausser les capacités nationales en matière d'évaluation de vulnérabilités, de suivi-évaluation et de rapportage des adaptations effectuées.

Executive Summary

As a Caribbean small island developing state, the Republic of Haiti is classified as one of the most vulnerable countries to climate change. Its level of vulnerability is bound to increase with the amplification of the global warming phenomenon, which will compromise its sustainable socio-economic development process as well as its efforts to eradicate hunger and reduce inequalities. Faced with such a situation, adaptation becomes an unavoidable strategy and a priority for the country, which has already made enormous efforts to implement appropriate initiatives. These initiatives are, in most cases, unknown to the public.

To remedy this situation and in accordance with Article 7.9 of the Paris Agreement, the Haitian State has deemed it appropriate to produce, in a standalone document, its first adaptation communication. Developed through a participatory process combined with a targeted literature review, this first adaptation communication of the Republic of Haiti aims essentially at raising the profile of adaptation activities implemented at both the national and international levels and to achieve a balance with those related to mitigation.

In this perspective, after having outlined the profiles of impacts, vulnerabilities and risks of the country to climate change, this first adaptation communication of the Republic of Haiti has highlighted the evolution of the policy framework of the country in the field of adaptation to climate change. Following the global momentum resulting from the processes of development and adoption of the Paris Agreement on the issue of climate change and a better political endorsement at the national level, the previously mentioned policy framework has evolved considerably over the past 10 (ten) years but faces deficits in implementation and especially monitoring-evaluation and reporting. In addition, this initial version of the adaptation communication of the Republic of Haiti provided an idea of the country's financial (US\$16 billion over 15 years, or just over US\$1 billion/year) and human needs in this area, as well as the support received in recent years. Regarding technology needs, the work in progress was indicated. The country has completed the first step of the process, namely the identification and prioritization of technologies in 4 priority sectors, two (2) of which are for the Adaptation component (Agriculture-water resources, Coastal zones) and two (2) for the Mitigation component (Forestry and Energy).

In general, there is a large gap between the country's needs and the support received. The sample of adaptation initiatives considered indicates actions of short temporal scope, with relatively small envelopes and concentrated mainly in the agriculture, water, and coastal zones sectors. National capacity-building actions for adaptation identified in several documents developed have been indicated in this document. Regarding future communications on adaptation, it would be desirable that appropriate actions be implemented to enhance national capacities for vulnerability assessment, monitoring and evaluation, and reporting on the adaptations made.

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Approche méthodologique.....	1
3. Circonstances nationales.....	1
3.1 Géographie et démographie.....	1
3.2 Économie.....	1
3.3 Environnement biophysique.....	1
3.4 Principales conditions climatiques.....	1
3.5 Arrangements institutionnels dans le domaine des changements climatiques.....	1
3.6 Politiques, stratégies, plans et programmes en lien avec les changements climatiques.....	1
3.7 Cadre juridico-légal sur les changements climatiques.....	1
4. Impacts, vulnérabilités et risques.....	1
4.1. Impacts, risques et vulnérabilités dans les systèmes socio-écologiques clés.....	1
4.2 Approches et méthodes d'évaluation des impacts, risques et vulnérabilités.....	1
4.3 Importance de l'évaluation des impacts, des risques et des vulnérabilités dans le proces sus national de planification de l'adaptation.....	1
5. Cadre de politiques sur l'adaptation aux changements climatiques.....	1
5.1 Cadre de politiques sur l'adaptation aux changements climatiques : Principales caractéristiques.....	1
5.2 La question du genre dans les politiques nationales sur l'adaptation aux changements climatiques.....	1
5.3 Approches et méthodes pour l'élaboration des politiques nationales sur l'adaptation aux changements climatiques.....	1
6. Besoins exprimés et soutiens reçus en lien avec l'adaptation aux changements climatiques.....	1
6.1 Besoins du pays en matière d'adaptation aux changements climatiques.....	1
6.2 Soutiens reçus et anticipés en matière d'adaptation aux changements climatiques.....	1
7. Conclusions et recommandations.....	1
Annexe 1 : Grille de collecte des données sur les activités d'adaptation en Haïti.....	1
Annexe 2: Recensement de quelques projets d'adaptation aux changements climatiques.....	1

Introduction

Petit État insulaire caribéen en développement, la République d'Haïti accuse une grande vulnérabilité aux variabilités et changements climatiques d'origine anthropique. Son niveau élevé de vulnérabilité s'explique non seulement par l'état alarmant de dégradation de son environnement biophysique et par sa forte exposition aux conditions climatiques adverses, notamment les ouragans et les sécheresses, mais aussi par sa faible capacité de réponse caractérisée particulièrement par un manque de capital humain, un capital financier insuffisant et un capital social et institutionnel en décadence. En effet, selon les résultats publiés dans la dixième (10e) édition du « Global Sustainable Competitiveness Index » (SolAbility Sustainable Intelligence, 2021), sur un total de 180 pays, Haïti est classée 147e, 160e et 149e pour les indices de capital intellectuel (humain), de capital social et de performance de la gouvernance respectivement.

Les modifications dans les valeurs moyennes de certaines variables climatiques et dans l'intensité ou la fréquence d'événements extrêmes ou à action lente, comme les ouragans, la hausse du niveau marin et les sécheresses, ont déjà eu des incidences négatives considérables sur certains secteurs stratégiques de l'économie nationale. Les dommages et les pertes enregistrés dans les secteurs de l'agriculture, des infrastructures et des écosystèmes naturels à la suite de l'occurrence de conditions climatiques défavorables sont révélateurs de la grande vulnérabilité du pays aux changements climatiques. À titre d'exemple, le cyclone Matthew de catégorie 4 sur l'échelle de Saffir-Simpson qui a frappé le grand Sud du pays au cours de l'année 2016 a causé des pertes et dommages considérables évalués à 32% du PIB. Parmi les secteurs ayant payé le plus lourd tribut, on y retrouvait celui de l'habitat et de l'agriculture, avec des pertes et des dommages estimés respectivement à 856,28 millions de dollars US et 573,53 millions de dollars US².

Communication d'Haïti relative à l'adaptation

Avec les modifications climatiques anticipées au cours des prochaines décennies pour Haïti³, son degré de vulnérabilité aux changements climatiques dans un contexte d'autres types de risques, notamment sismiques, est appelé à s'aggraver davantage, et ceci à un niveau susceptible de compromettre sa stabilité socio-politique et son processus de développement socio-économique durable. Face à ce défi et bien consciente des coûts exorbitants de l'inaction, soit 1,8 milliard de dollars US à l'horizon 2025⁴, la République d'Haïti, à travers sa politique nationale sur les changements climatiques (PNCC), son plan stratégique pour la résilience climatique (PSRC) et sa première contribution déterminée au niveau national (CDN) a fait de l'adaptation sa priorité en matière de lutte contre ce phénomène environnemental et sociétal sans précédent. Par ailleurs, elle a lancé, conformément aux dispositions de l'Accord de Paris dont elle est Partie, le processus devant lui permettre de formuler son plan national d'adaptation (PNA) qui précisera, entre autres, ces actions prioritaires d'adaptation à moyen et long terme et les moyens nécessaires à leur mise en œuvre, en tenant compte également des défis liés à la relance post COVID-19. Dans le cadre de l'implémentation directe ou indirecte des documents de politique susmentionnés, plusieurs initiatives ou actions d'adaptation ont été conçues et effectuées par une gamme variée d'acteurs tant publics que privés.

Néanmoins, dans la grande majorité des cas, ces dernières restent méconnues à plusieurs égards, notamment en ce qui concerne la nature des actions menées, les moyens mobilisés, les secteurs visés, les résultats obtenus et les retombées sur le renforcement de la résilience du pays.

Cette situation est de nature à porter préjudice au processus national d'adaptation du pays aux changements climatiques. En effet, la méconnaissance des actions effectuées, limite, pour le moins qu'on puisse dire, les intérêts d'un plus grand nombre d'acteurs tant nationaux qu'internationaux à cette stratégie nationale prioritaire de lutte aux changements climatiques. Ce niveau limité d'intérêts est susceptible d'avoir des implications tant au niveau de la compréhension des besoins qu'à celui de l'amélioration de la portée et de l'efficacité des actions entreprises ou envisagées et de leur adoption à grande échelle, avec des incidences négatives sur le processus de renforcement de la résilience du pays, de l'éradication de la pauvreté et de l'équité de genre.

¹ SolAbility Sustainable Intelligence, 2021. The Global Sustainable Competitiveness Index, 10th edition: State of the World Report 2021, 72 p.

² Gouvernement de la République d'Haïti, 2017. Évaluation des besoins post catastrophes pour le cyclone Mathieu, 100p.

³ MDE, 2013. Deuxième communication nationale sur les changements climatiques, 181 p.

⁴ MDE, PNUD, 2015. Estimation des coûts des changements climatiques en Haïti. Rapport préparé par Borde et al., 90 p.

Communication d'Haïti relative à l'adaptation

Afin de pallier ce problème, la République d'Haïti, avec l'appui technique et financier du Secrétariat du Réseau mondial PNA (NAP Global Network) géré par l'Institut international pour le développement durable (IISD) a jugé opportun de développer sa première communication nationale relative à l'adaptation. Cette dernière trouve son origine dans le paragraphe 10 de l'article 7 de l'Accord de Paris qui invite les pays Parties à « ***présenter et actualiser périodiquement une communication relative à l'adaptation, où pourront figurer leurs priorités, leurs besoins en matière de mise en œuvre et d'appui, leurs projets et leurs mesures, sans imposer de charge supplémentaire aux pays en développement Parties*** ». Ce mécanisme de communication volontaire, flexible, impulsé par les pays et ne causant pas de charge additionnelle pour ces derniers, constitue par conséquent un nouveau moyen permettant aux pays Parties à l'Accord de Paris de mettre sous les feux des projecteurs ***leurs priorités, leurs efforts de mise en œuvre ainsi que leurs besoins en matière d'adaptation***.

Dans cette perspective, toute communication relative à l'adaptation devra contribuer aux quatre (4) principaux objectifs ci-dessous⁵ :

- Rehausser la visibilité et le profil de l'adaptation afin d'assurer un équilibre avec l'atténuation ;
- Fournir des contributions au bilan mondial (GST) indiqué dans l'Accord de Paris ;
- Renforcer les actions d'adaptation et le soutien aux pays en développement ; et
- Améliorer l'apprentissage et la compréhension des besoins et des actions d'adaptation.

Plusieurs instruments de rapportage et de planification sont envisagés pour la formulation des communications relatives à l'adaptation, y compris les PNA, les CDN et les communications nationales sur les changements climatiques. ***La République d'Haïti a opté pour une présentation dans un document séparé. Ce choix a été essentiellement guidé par le souci de ne pas dissimuler les informations pouvant contribuer à augmenter la visibilité et le profil de l'adaptation dans les documents susmentionnés, dont les objectifs sont généralement plus larges.*** Cette communication compte mettre en relief de façon concise et précise certains aspects importants du processus PNA au profit des parties prenantes nationales et internationales en y extrayant les informations pertinentes

⁵ Adaptation Committee, 2021. Draft supplementary guidance for voluntary use by Parties in communicating information in accordance with the possible elements of an adaptation communication, 44p.

Communication d'Haïti relative à l'adaptation

préconisées dans **la décision 9/CMA.1**⁶. De plus, elle contribuera à la mise en œuvre de la stratégie de communication du PNA, car elle s'efforcera de mettre en relief les éléments et les réalisations pertinents du processus ainsi que les écarts à combler.

Cette communication relative à l'adaptation de la République d'Haïti, la première de la série, comprend 6 principales sections, cette introduction exclue. La section 2 « **Approche méthodologique** » décrit les étapes suivies pour l'élaboration du document ; la section 3 « **Circonstances nationales** » fournit de façon concise un ensemble d'informations générales sur le pays, notamment celles ayant une importance pour le processus national d'adaptation aux changements climatiques et le renforcement des capacités adaptatives ; la section 4 « **Impacts, risques et vulnérabilités** » dresse le profil des impacts, risques et vulnérabilités dans les secteurs socio-écologiques de grande importance pour le pays ; la section 5 « **Cadre de politiques sur l'adaptation aux changements climatiques** » synthétise les grandes orientations du pays en matière d'adaptation aux changements climatiques ; la section 6 « **Besoins exprimés et soutiens reçus pour l'adaptation aux changements climatiques** » décrit dans les grandes lignes les besoins en termes de ressources financières, de renforcement de capacités et de transfert de technologies exprimés par le pays et fournit un portrait non-exhaustif des soutiens reçus ; la section 7 « **Conclusions et recommandations** » présente des conclusions générales sur le profil d'adaptation du pays aux changements climatiques et formule également des recommandations pour des améliorations dans le processus national d'adaptation et dans les prochaines communications sur la question.

⁶ Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 2018. Rapport de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris sur la troisième partie de sa première session, tenue à Katowice du 2 au 15 décembre 2018. Décision 9/CMA.1. Nouvelles directives concernant la communication relative à l'adaptation, notamment intégrée dans la contribution déterminée au niveau national, visée aux paragraphes 10 et 11 de l'article 7 de l'Accord de Paris. FCCC/PA/CMA/2018/3/Add.1



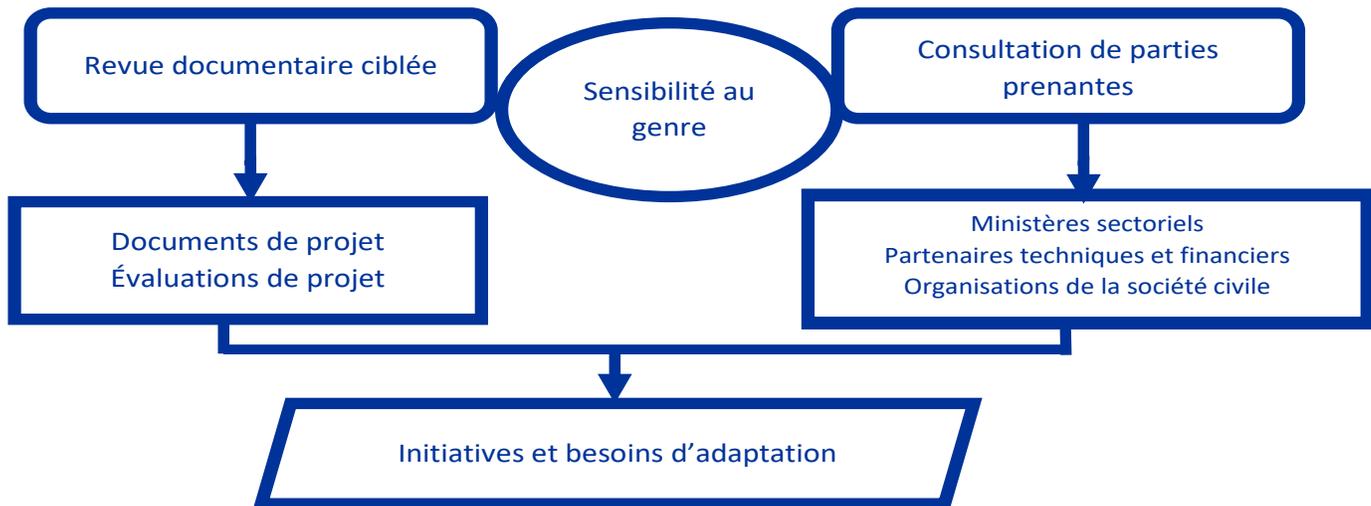
Approche méthodologique

Photo: Neil Palmer (CIAT)

Afin d'élaborer la première communication relative à l'adaptation d'Haïti et d'atteindre les principaux objectifs susmentionnés, une démarche méthodologique combinant, comme l'indique la Figure 1, une **revue documentaire ciblée**, la **consultation** d'une gamme variée de parties prenantes et la **considération des questions liées au genre** dans la collecte et l'analyse des données a été suivie. La porte d'entrée de cette démarche méthodologique a été la Direction des changements climatiques (DCC) du ministère de l'Environnement (MDE), point focal de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)/Accord de Paris, Autorité nationale désignée (AND) pour le Fonds vert climat (FVC) et responsable de la coordination des actions nationales de lutte contre les changements climatiques, y compris la formulation et la mise en œuvre de la CDN et du PNA. Cette prise de contact avec la DCC a permis non seulement d'avoir une liste préliminaire de projets d'adaptation ou de résilience à considérer ainsi que les documents pertinents à analyser, mais aussi d'identifier les éventuels acteurs impliqués dans des initiatives similaires qui méritent d'être consultés. Les paragraphes suivants fournissent de plus amples détails sur les 3 piliers de l'approche méthodologique retenue :

La revue documentaire : Elle a porté notamment sur des documents de projets d'adaptation/de résilience climatique ou d'évaluation de ces derniers. La liste préliminaire de documents obtenus lors de la première prise de contact avec la DCC a été bonifiée par ceux trouvés dans des moteurs de recherche sur internet et à la suite des démarches effectuées auprès de certains partenaires techniques et financiers (PTF) qui ont pris part à l'atelier de lancement du processus d'élaboration de cette communication et/ou qui sont bien connus pour leur implication dans des initiatives d'adaptation aux changements climatiques dans le pays. Les documents en lien avec la mise en œuvre du Programme d'actions national d'adaptation (PANA) ainsi que le PSRC figuraient parmi les premiers documents ayant été analysés.

Figure 1. Démarche méthodologique pour l'élaboration de la communication relative à l'adaptation



La consultation des parties prenantes : Pour cette étape, une grille de collecte de données a été développée (voir Annexe 1). Cette grille dont le contenu a été déterminé par les résultats de la revue documentaire a permis d'acquérir les informations de nature à renseigner sur les initiatives d'adaptation, à favoriser leur compréhension et à fournir des perspectives nationales pouvant nourrir le bilan mondial prévu tous les cinq (5) ans à partir de 2023 dans l'Accord de Paris⁷. Ladite grille a été gardée la plus simple, mais la plus précise possible afin que des charges de travail additionnelles pour les parties prenantes qui ont été sollicitées soient évitées. Ces dernières, à part le MDE, étaient surtout représentées par les agences du système des Nations Unies, certaines organisations non gouvernementales et quelques organisations des coopérations bilatérales traditionnelles.

La sensibilité au genre : Lors de la revue documentaire et la consultation des parties prenantes, un intérêt particulier a été porté aux informations sexo-spécifiques. L'analyse de l'intégration de la question du genre dans les initiatives d'adaptation a été effectuée à l'aide d'un triple prisme⁸ :

Reconnaissance des différences de genre dans les capacités et les besoins d'adaptation ;

Participation et influence équitables dans les processus de prise de décisions ; et

Accès équitable aux ressources financières et autres avantages découlant des investissements dans l'adaptation aux changements climatiques.

⁷ Nations Unies, 2015. Accord de Paris, 26 p.

⁸ Réseau mondial de PNA & CCNUCC. (2019). Boîte à outils pour un processus d'élaboration et de mise en œuvre de plans nationaux d'adaptation (PNA) qui répond aux questions de genre. Dazé, A. et Church, C. (auteurs principaux). Winnipeg : Institut international du développement durable. Réseau mondial de PNA & CCNUCC. (2019). Boîte à outils pour un processus d'élaboration et de mise en œuvre de plans nationaux d'adaptation (PNA) qui répond aux questions de genre. Dazé, A. et Church, C. (auteurs principaux). Winnipeg : Institut international du développement durable.



Circonstances nationales

Les deux (2) premières communications nationales du pays sur les changements climatiques⁹, le PANA¹⁰ dans ses versions initiale et actualisée ainsi que le PSRC¹¹, pour ne citer que ces documents-là ayant un lien direct ou des chapitres dédiés spécifiquement à l'adaptation, contiennent toutes des informations détaillées sur les caractéristiques biophysiques et socio-économiques de la République d'Haïti. Comme annoncé dans la section introductive de ce document, ce chapitre portant sur les circonstances nationales entend mettre l'accent sur les aspects ayant un certain intérêt pour l'adaptation. En ce sens, elle se veut être une synthèse ciblée de quelques particularités de la République d'Haïti. Ceux et celles qui sont intéressés à de plus amples détails sont invités à consulter les différentes références qui seront indiquées.

3.1. Géographie et démographie

Avec approximativement 2 000 km de côtes et une superficie de 27 750 km², dont 75 % sont constitués de montagnes avec des pentes abruptes, la République d'Haïti est située en plein milieu du bassin caribéen. Ses principales villes, notamment, Port-au-Prince, Cap-Haïtien, Cayes, Gonaïves, Jacmel et Jérémie, sont non seulement côtières, mais sont situées au même niveau que la mer. La Figure 2 ci-dessous indique la situation de basse altitude des zones côtières qui abritent les principales villes susmentionnées ainsi que les rares infrastructures côtières du pays.

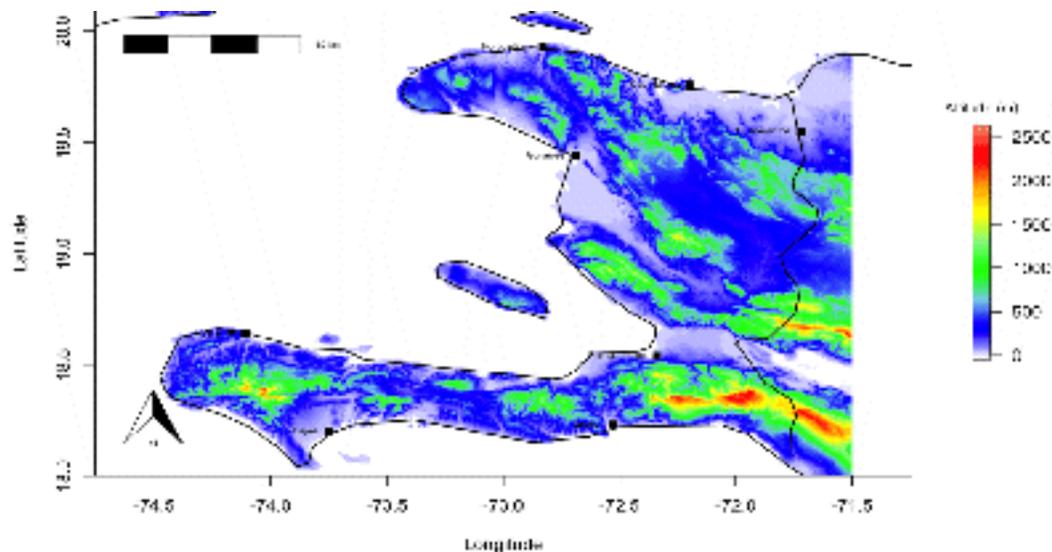
⁹ MDE, 2002. Première communication nationale sur les changements climatiques, 90 p.

MDE, 2017. Mise à jour du plan d'action national d'adaptation, 105 p.

MDE, 2013. Deuxième communication nationale sur les changements climatiques, 181 p.

¹⁰ MDE, 2006. Programme d'actions national d'adaptation, 61 p.

14 ¹¹ CIAT, 2013. Strategic Program for Climate Resilience, 131 p.



Le profil démographique de la République d'Haïti a considérablement évolué au cours des deux (2) dernières décennies. Selon les estimations de la Banque Mondiale (Banque Mondiale, 2021)¹², sa croissance démographique a diminué au cours des dernières années. Après un pic de 2,3 % en 1983, elle n'est que de 1,2 % en 2020. Pour une population totale de plus de 11 millions d'habitants, 58 % résident dans les principales villes du pays. Un changement assez significatif peut être constaté dans la population rurale du pays. Cette dernière qui était évaluée à 64 % en 2000 est passée à 42 % en 2020. Ce phénomène d'exode rural en constante progression et renseignant, entre autres, sur l'érosion du capital naturel et des moyens de subsistance, exerce une pression sans précédent sur les rares ressources disponibles dans les milieux urbains ; les changements climatiques sont appelés à amplifier cette situation. Une telle modification dans la population rurale du pays devrait interpeller l'État au plus haut niveau et des mesures appropriées devraient être envisagées afin d'éviter des incidences négatives difficilement réversibles.

3.2. Économie

Alimentée par le secteur des services, l'agriculture et à un moindre degré par l'industrie du textile, l'économie haïtienne continue d'être l'une des moins performantes et des plus inégalitaires de la région. Avec une décroissance de son PIB en 2019 et 2020 due essentiellement à une conjugaison de problèmes socio-politiques et épidémiologiques liés à la pandémie du nouveau coronavirus, le revenu par tête ne dépasse pas actuellement 1 200 dollars US. L'inégalité a atteint une proportion alarmante : 20 % des plus riches de la population détiennent plus de 64 % du revenu total du pays contre moins de 2 % détenu par 20 % des plus pauvres. Le secteur touristique haïtien, contrairement à celui des autres îles de la région, peine à jouer son plein rôle dans l'économie du pays. L'arrivée des touristes internationaux continue d'évoluer en dents de scie et n'a jamais dépassé la barre des 2 millions. À titre indicatif, la Jamaïque a dépassé ce seuil depuis la fin des années 1990 et a accueilli plus de

¹² Banque Mondiale, 2021. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.GROW?locations=HT>

4 millions de touristes depuis 2017. Malgré le déclin de l'agriculture qui reste très dépendant du climat, principalement du régime des pluies, ce secteur continue de jouer un rôle important dans l'économie nationale tant du point de vue de source d'emplois pour une bonne partie de la population que du point de vue de la contribution au PIB. En effet, elle emploie plus de 29 % de la population et participe à près de 20 % au PIB national.

3.3. Environnement biophysique

Bien qu'il mérite une mise à jour pour refléter les nouvelles réalités, le document GÉO Haïti 2010¹³ fournit des informations pertinentes sur l'état de l'environnement biophysique d'Haïti. Selon ce document, la plupart des indicateurs environnementaux sont au rouge et méritent une attention urgente et particulière de la société haïtienne dans son intégralité. Son classement au 170e rang sur 180 pays selon l'indice de capital naturel (SolAbility, 2021) confirme l'état de dégradation avancé de l'environnement biophysique haïtien de façon générale. Pour ce qui concerne spécifiquement la santé des écosystèmes marins et côtiers constituant les moyens de subsistance d'un nombre important d'Haïtiens, un rapport relativement récent effectué sur la question par Hodgson et coll. (2020)¹⁴ en fournit une bonne idée. Il comporte des informations pertinentes sur l'état de santé des récifs coralliens, des mangroves et des lits d'herbes marines au niveau des zones d'intervention du projet Ecosystem-based Adaptation (EbA).

3.4. Principales conditions climatiques

La République d'Haïti jouit généralement d'un climat tropical chaud et humide. Les températures moyennes annuelles varient entre 19 °C et 33 °C¹⁵. Son régime de pluie essentiellement bimodal est estimé à 1 545 mm par an avec deux (2) saisons pluvieuses, entre les mois de mars et mai et entre les mois d'août à octobre. Ses caractéristiques topographiques lui permettent d'avoir une gamme variée de microclimats allant de zones relativement chaudes et sèches à des zones relativement fraîches et humides. Ses caractéristiques topographiques combinées à ses particularités insulaires conduisent à une gamme d'amplitudes thermiques au cours de l'année. Sa position géographique la place sur la trajectoire privilégiée des cyclones causant des épisodes d'inondation parfois très meurtriers. Par ailleurs, elle est de temps en temps confrontée à des sécheresses qui affectent particulièrement les moyens de subsistance dans les milieux ruraux, notamment l'agriculture et l'élevage.

En ce qui concerne l'évolution de son climat dans le futur, les modèles de circulation générale anticipent un climat plus chaud que les périodes passées et un régime pluvieux modifié tant dans les valeurs moyennes que dans sa répartition temporelle et spatiale. Indépendamment des modèles et de l'horizon temporel considérés, il est anticipé une augmentation des nuits et jours chauds ainsi qu'une arrivée tardive des pluies printanières. Quant aux ouragans majeurs et des épisodes de sécheresse dans le futur, le pays doit s'attendre, tout au moins, à leur intensification. Parallèlement, le niveau marin aura tendance à augmenter sous l'effet combiné de la dilatation thermique et de la fonte des glaciers. Une hausse de plus de 50 cm est prévue à l'horizon 2100. Pour de plus amples informations

¹³ MDE, PNUE et UniQ, 2010. GÉO Haïti, 2010 : État et Perspectives de l'Environnement, 200 p.

¹⁴ Hogson et coll., 2020. Caractérisation de l'état de santé des écosystèmes côtiers et marins (récifs coralliens, mangroves, et lits d'herbes marines) et évaluation de la population de poissons au niveau des Trois Complexes d'intervention.

¹⁵ MDE, PNUE, 2014. Analyse climatique Haïti. Préparé par Martin Saraceno, 49 p.

sur le climat projeté d'Haïti aux horizons temporels futurs, les documents du PNUD (2014)¹⁶ et de la BID¹⁷ (2015) constituent de bonnes références.

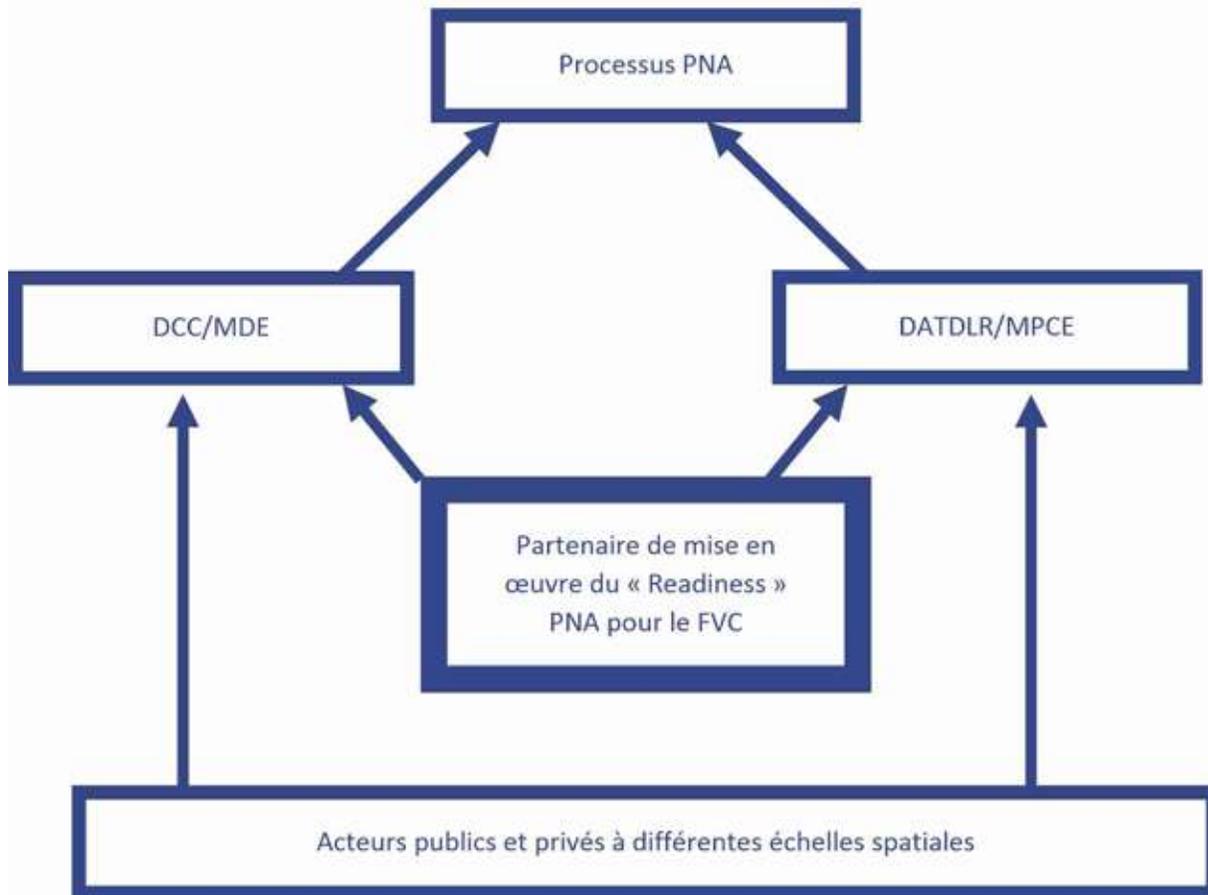
3.5. Arrangements institutionnels dans le domaine des changements climatiques

Une gamme d'institutions tant publiques que privées, y compris les organisations de la société civile (OSC), participent à la lutte nationale contre les changements climatiques. En effet, on y retrouve principalement le MARNDR, le MPCE, le MPTC et le MICT pour le secteur public; tandis que pour le secteur privé, on compte essentiellement les organisations écologiques, les ONG, les agences des Nations Unies, les fondations, les universités privées et les organisations communautaires. Cette diversité d'institutions impliquées dans ladite lutte s'explique notamment par la nature transversale de la problématique des changements climatiques, y compris l'adaptation. Le MDE est au centre de cette architecture institutionnelle nationale diversifiée; il joue, comme indiqué préalablement, le rôle de point focal de la CCNUCC et de l'Accord de Paris, et il agit comme AND auprès du FVC. Ainsi, Il est responsable de la coordination des actions nationales pour contrer le phénomène, notamment la formulation et le suivi des politiques sur les changements climatiques. Selon la nature du document de politique à produire, il s'associe à d'autres ministères : dans le cas du PNA, il assure le processus d'élaboration conjointement avec le MPCE (voir Figure 3); pour l'estimation des coûts de l'inaction, il s'est associé au MEF.

¹⁶ PNUD, 2014. Analyse Climatique Haïti, 49 p.

¹⁷ BID, 2015. Changements climatiques : Données historiques et projections futures, 98 p.

Figure 3. Arrangements institutionnels pour le processus PNA



3.6. Politiques, stratégies, plans et programmes en lien avec les changements climatiques

Si la République d'Haïti est devenue officiellement Partie à la CCNUCC en 1996, il a fallu attendre dix (10) ans, soit en 2006, pour qu'elle présente ses premières grandes orientations sur les changements climatiques, à savoir la version initiale de son PANA. Néanmoins, au cours de la décennie 2010-2020, il y a eu une nette évolution dans les documents stratégiques traitant du phénomène (voir Tableau 1). Parmi ceux-ci, on peut citer la production des documents suivants : (i) le PSRC, (ii) la CDN, (iii) la version révisée du PANA de 2006, (iv) la stratégie de mise en œuvre de la CDN, la PNCC et, à un moindre degré, le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) et le Système National de Gestion des Risques et des Désastres (SNGRD). Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, le pays est en train de finaliser la formulation de la version actualisée de sa CDN ainsi que celle de son premier PNA. En attendant la publication officielle du PNA prévue pour le premier trimestre de 2022, le PANA et le PSRC constituent les seuls documents nationaux traitant directement de l'adaptation aux changements climatiques. Une présentation et une analyse plus approfondie de ces derniers sont fournies à la section 5.1 et les suivantes du présent document.

Tableau 1. Évolution du cadre de politique en lien avec les changements climatiques

Document de politique	Année de publication
PANA (version initiale)	2006
PSRC	2013
CDN	2015
PANA (première révision)	2017
Ébauche de Stratégie de mise en œuvre de la CDN	2019
PNCC	2019
SNAT	2019
PNGRD	2019

3.7. Cadre juridico-légal sur les changements climatiques

Le corpus juridico-légal haïtien touchant directement les changements climatiques n'existe qu'à travers les accords et traités internationaux sur le phénomène. La République d'Haïti est à la fois Partie à la CCNUCC¹⁸, la convention mère, ainsi qu'à l'Accord de Paris¹⁹, depuis respectivement 25 ans et 5 ans. Si elle a adhéré au Protocole de Kyoto²⁰ en 2005, elle n'a toutefois pas encore ratifié les amendements de Doha²¹ audit Protocole en vigueur le 31 décembre 2020. En dehors de ces instruments multilatéraux sur les changements climatiques, le pays n'a pas de loi spécifique sur la question. En revanche, vu la nature transversale du phénomène et mis à part le chapitre spécifique de la Constitution haïtienne sur l'environnement, certaines lois en lien avec la protection et la gestion des ressources naturelles²² peuvent servir de cadre de référence légale pour les actions de lutte contre les changements climatiques. Néanmoins, certaines de ces lois, élaborées depuis plusieurs décennies, ne reflètent plus les réalités du pays et sont devenues inapplicables. Par ailleurs, d'autres types d'instruments juridiques nationaux comme le décret-cadre de 2005 sur « La Gestion de l'Environnement et sur la Régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour un Développement durable » et le Décret organique de 2020 « organisant le ministère de l'Environnement » fournissent un cadre général de gestion et de protection de l'environnement et font référence à la question des changements climatiques, notamment en ce qui a trait à la gouvernance du phénomène. Ainsi, dans le Décret organique²³, on retrouve, entre autres, le comité national sur les

¹⁸ Nations Unies, 2017. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

¹⁹ Nations Unies, 2015. Accord de Paris, 26 p.

²⁰ Nations Unies, 2005. Protocole de Kyoto

²¹ UN, 2012. Amendements de Doha au Protocole de Kyoto.

²² Maismy-Mary, Fleurant, 2020. Les changements climatiques à Haïti : pour la résilience socio-écologique des populations pour l'adaptation dans le domaine de l'agriculture. Possibilités et limites du droit national et international. Thèse de doctorat, 365 p.

²³ MDE, 2020. Loi-organique portant création du ministère de l'Environnement

changements climatiques (CNCC), une structure multisectorielle chargée de l'orientation générale des politiques publiques en matière de changement climatique. Par rapport au Décret-cadre de 2005, un texte juridique fixant la responsabilité pénale pour préjudices à l'environnement ainsi qu'une réforme de l'organisation judiciaire pour un tribunal environnemental ou tout au moins des instances dans les tribunaux en charge des infractions environnementales tardent à voir le jour. Tout ceci porte Fleurant (2020)²⁴ à qualifier la législation environnementale haïtienne relativement abondante de « *tigre de papier, non appliqué, qui ne fait peur à personne* ».

²⁴ Maismy-Mary Fleurant, 2020. Les changements climatiques à Haïti : pour la résilience socio-écologique des populations par l'adaptation dans le domaine de l'agriculture. Possibilités et limites du droit interne et international. Thèse de doctorat en droit, Université Laval, 431 p.

IV.



Impacts, vulnérabilités et risques

Comme évoqué dans le rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement de $1,5^{\circ}\text{C}^{25}$, les concepts de « impacts, vulnérabilités et risques » renvoient aux définitions suivantes.

Encadré 1 : Définitions des concepts « impacts, vulnérabilités et risques »

Impact : Il s'agit des conséquences sur les systèmes humains et naturels issues de l'occurrence d'événements climatiques, y compris les extrêmes. Ces conséquences touchent généralement les vies, les moyens de subsistance, la santé, les écosystèmes, les infrastructures et les différents secteurs économiques.

Vulnérabilité : Elle se réfère généralement à la prédisposition d'un système socio-écologique à subir des dommages. Elle englobe la susceptibilité d'effets négatifs et un manque de capacité adaptative.

Risque : Éventualité ou potentialités de conséquences (négatives) résultant de l'action combinée d'un aléa (climatique dans le cas des risques climatiques), de l'exposition et de la vulnérabilité du système concerné.

Ces définitions ont nourri la production d'un rapport d'inventaire (stocktaking)²⁶ élaboré dans le cadre du processus PNA et qui fait état des connaissances sur les risques, impacts et vulnérabilités du pays aux changements climatiques.

4.1. Impacts, risques et vulnérabilités dans les systèmes socio-écologiques clés

Les impacts, risques et vulnérabilités des systèmes socio-écologiques aux changements climatiques en Haïti sont synthétisés au tableau suivant, qui n'est qu'une mise à jour de celui présenté dans le rapport d'inventaire susmentionné.

Le secteur agricole (y compris l'élevage et la pêche) est le lieu de plusieurs impacts, vulnérabilités et risques liés à certaines conditions climatiques défavorables, notamment les hausses anormales de température, les pluies intenses, les inondations, la sécheresse, l'augmentation du niveau marin et les ouragans. Les impacts issus de ces conditions climatiques adverses couvrent généralement les pertes de récolte, du bétail et des moyens de production ; les risques englobent un large éventail d'aspects

²⁵ IPCC, 2018: Summary for Policymakers. In: Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor and T. Waterfield (eds.)]. In Press.

²⁶ Délusca, K, 2020. Stocktaking sur tous les aspects du PNA - Rapport d'inventaire présentant les lacunes dans les informations sur la vulnérabilité aux changements climatiques et plan d'actions, 48 p.

socio-économiques et biophysiques; la vulnérabilité actuelle et anticipée du secteur pour les horizons futurs est considérée généralement élevée. Compte tenu des vulnérabilités et risques anticipés pour les horizons futurs, ce secteur mérite une attention particulière dans les départements du Nord et de l'Artibonite.

En ce qui concerne *le secteur des ressources en eau*, les principaux facteurs climatiques sont les pluies intenses, les températures élevées et les faibles quantités de précipitation. Ces derniers provoquent généralement des pénuries d'eau et fait augmenter les risques de sécheresse, déficit hydrique, désertification, déficit en eau de surface et augmentation de l'érosion hydrique, particulièrement dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et dans quelques régions des départements de l'Artibonite et du Nord-Ouest.

Dans *le secteur des infrastructures*, la hausse du niveau marin, les ouragans, les pluies intenses et les températures de surface de la mer anormalement élevées constituent les principaux facteurs climatiques à la base des impacts, vulnérabilités et risques dans ledit secteur. Les impacts enregistrés sont surtout représentés par la destruction des infrastructures routières, portuaires et de communication. Avec l'amplification des changements dans les variables climatiques susmentionnées, les risques de destruction des infrastructures de transport, de communication et portuaires seront davantage prononcés.

Le secteur des zones côtières fait face à la hausse du niveau marin, aux ouragans, à l'augmentation des températures et à l'acidification de l'eau de mer. Ces conditions climatiques engendrent l'érosion côtière, l'intrusion marine ainsi que les pertes d'habitation et le blanchiment des coraux qui y sont associés. La vulnérabilité de ce secteur est généralement élevée, et les risques de baisse de rendement des activités de pêche et l'augmentation des inondations côtières sont à considérer.

Au niveau du *secteur de la santé*, les ouragans, les pluies intenses, les inondations, les vagues de chaleur et les taux élevés d'humidité sont les principaux facteurs climatiques conduisant généralement à des pertes en vies humaines et augmentant les risques non seulement les risques des maladies à transmission vectorielle, mais aussi ceux liés aux maladies et décès issus des vagues de chaleur.

Tableau 2. Impacts, vulnérabilités et risques climatiques dans les secteurs clés en Haïti

Secteur/Système	Facteur climatique	Impact	Vulnérabilité	Risque	« Hot Spot »
Agriculture (y compris l'élevage et la pêche)	Augmentation des températures, pluies intenses, inondations, sécheresse, cyclones, hausse du niveau marin	Pertes de récolte, de bétail et de moyens de production	Une vulnérabilité actuelle et projetée généralement très élevée	Diminution des aires propices à certaines cultures (haricot, banane, café) ²⁷ dans certaines zones; baisse de rendement de certaines cultures (riz, maïs), salinisation des sols, pathologies animales et végétales, hausse des prix des produits agricoles et augmentation de la présence ou apparition de nouveaux ravageurs	Nord, la zone côtière du Haut Artibonite
Ressources en eau	Pluies intenses, températures élevées, faibles quantités de précipitation	Pénurie d'eau	Une vulnérabilité généralement assez élevée	Sécheresse, déficit hydrique, désertification, déficit en eau de surface, augmentation de l'érosion hydrique des sols	Région métropolitaine de Port-au-Prince, Gonaïves et région côtière de l'Artibonite, portion sud du département Nord-Ouest ²⁸
Infrastructures	Hausse du niveau marin, ouragans,	Destruction d'infrastructures portuaires, de	Absence d'étude à l'échelle	Augmentation du niveau de destruction des	

²⁷ World Food Programme, 2021. Analyse de la réponse pour l'adaptation au changement climatique. Rapport de consultance, 32 p.

²⁸ MDE, MPCE et UNDP, 2021. Évaluation de l'impact des changements climatiques sur les ressources en eau et l'appui au développement des solutions novatrices. Rapport

Tableau 2. Impacts, vulnérabilités et risques climatiques dans les secteurs clés en Haïti

Secteur/Système	Facteur climatique	Impact	Vulnérabilité	Risque	« Hot Spot »
	pluies intenses, températures élevées	transport et de communication	nationale	infrastructures	
Zones côtières	Hausse du niveau marin, ouragans, augmentation de température, acidification	Érosion côtière, intrusion marine, pertes d'habitations, recul des superficies de mangroves, blanchiment des coraux	Manque de rapports et d'études à l'échelle nationale sur la question	Une vulnérabilité généralement assez élevée ²⁹	Baisse de rendement des activités de pêche, augmentation des inondations côtières
Santé	Cyclones, pluies intenses, inondations, températures élevées (vagues de chaleur) et humidité élevée	Pertes en vies humaines	Manque de rapports et d'études à l'échelle nationale sur la question	Augmentation des maladies à transmission vectorielle, alimentaire et aquatique, augmentation des maladies et décès liés aux vagues de chaleur	

4.2. Approches et méthodes d'évaluation des impacts, risques et vulnérabilités

À la lumière du tableau ci-dessus, les évaluations de risque, d'impacts et de vulnérabilité aux changements climatiques réalisées en Haïti ont les principales caractéristiques suivantes :

- ✓ Elles sont généralement de nature théorique ou conceptuelle et prospective ;
- ✓ Elles mettent l'accent sur les composantes biophysiques, notamment climatiques ;
- ✓ Elles identifient rarement les principaux facteurs socio-économiques de vulnérabilité et encore moins les catégories ou les groupes sociaux les plus vulnérables ;
- ✓ Les évaluations se font rarement de façon longitudinale, ce qui rend difficile un processus de suivi-évaluation des actions d'adaptation mises en place ; et
- ✓ Elles sont concentrées dans les secteurs de l'agriculture et des ressources en eau.

Ainsi, il existe un ensemble de connaissances relativement importantes sur les impacts des changements climatiques sur l'agriculture et les ressources en eau. Cependant, la santé, les

²⁹ MDE, MPCE et UNDP, 2021. Rapport d'évaluation de la vulnérabilité des zones côtières et stratégie d'adaptation aux changements climatiques. Appui aux politiques et au développement des idées conceptuelles (Zones côtières et infrastructures). Réalisé par Philippe Mathieu, 106 p.

infrastructures, les zones côtières, le tourisme et la biodiversité sont jusqu'à présent peu étudiés et constituent des secteurs orphelins.

4.3. Importance de l'évaluation des impacts, des risques et des vulnérabilités dans le processus national de planification de l'adaptation

Les acteurs impliqués dans la planification de l'adaptation nationale aux changements climatiques reconnaissent de plus en plus l'importance des évaluations de risques, d'impacts et de vulnérabilité aux changements climatiques. Cette reconnaissance grandissante s'est traduite par un effort considérable destiné à combler, dans le processus PNA en cours, les lacunes identifiées, notamment la sous-représentation de certains secteurs. Ainsi, des évaluations de vulnérabilité des secteurs de la santé et de la biodiversité aux changements climatiques sont en cours. Il est à espérer que des études approfondies sur les secteurs du tourisme, des infrastructures et des zones côtières ne vont pas tarder à voir le jour. Parallèlement, il faudra veiller à ce que ces études puissent nourrir convenablement non seulement le processus de planification de l'adaptation, mais aussi celui de l'évaluation des retombées des actions menées. Pour ce faire, les évaluations effectuées, notamment celles sur les vulnérabilités aux changements climatiques doivent s'efforcer d'identifier clairement les facteurs de vulnérabilité et de renseigner sur les variables révélatrices de l'état des systèmes socio-écologiques concernés.



Cadre de politiques sur l'adaptation aux changements climatiques

En attendant la publication officielle du PNA, les documents de politique nationale portant exclusivement ou partiellement sur l'adaptation aux changements climatiques sont par ordre chronologique :

- a. Le PANA (version initiale);
- b. Le PSRC;
- c. La CDN (version initiale);
- d. Le PANA (première mise à jour); et
- e. La PNCC

Les sections ci-après fournissent une description sommaire de ces documents ainsi qu'une analyse sur leur adéquation, le processus ayant nourri leur formulation et la façon dont ils ont pris en compte les préoccupations liées au genre.

5.1. Cadre de politiques sur l'adaptation aux changements climatiques : Principales caractéristiques

Le tableau suivant présente une synthèse des principaux documents de politique sur l'adaptation aux changements climatiques en Haïti. Il fournit essentiellement des informations concises sur les objectifs poursuivis, l'horizon temporel couvert, les priorités considérées ainsi que les mécanismes de coordination de la mise en œuvre. L'empreinte du PANA se retrouve dans la plupart des documents de politique du pays, notamment au niveau des secteurs prioritaires. En effet, l'ensemble des documents reprend approximativement les mêmes secteurs prioritaires identifiés dans la version initiale du PANA ou des actions qui contribuent à la réduction de ces derniers. Ainsi, certains secteurs stratégiques comme la santé, le tourisme et le transport n'y sont presque pas représentés. Des stratégies de mise en œuvre au niveau des plus petites unités administratives du pays, en l'occurrence les communes et les sections communales, ne sont pas légion. L'un des maillons faibles de ces différentes politiques est le suivi-évaluation et le rapportage des progrès effectués dans la mise en place. Cela pose un vrai problème de transparence qui tend à réduire l'appétence du grand public pour une plus grande implication dans les activités de rehaussement de la résilience climatique du pays.

Tableau 3. Synthèse des principales politiques nationales sur l'adaptation aux changements climatiques

Document	Vision/Objectif global	Portée temporelle	Priorités	Priorités
PANA (version initiale, 2006)	Améliorer la capacité d'adaptation du pays aux variations climatiques et aux événements météorologiques extrêmes et, par conséquent, aux changements climatiques dans l'avenir à travers la mise en œuvre de mesures urgentes	Pas clairement définie	Protection et conservation de l'eau, renforcement et mise en œuvre du cadre légal de l'environnement, information, éducation et sensibilisation, aménagement des bassins versants et conservation des sols, préservation et renforcement de la sécurité alimentaire, valorisation et conservation des ressources naturelles, gestion des zones côtières, micro-crédit et encadrement technique, construction et réhabilitation des infrastructures, gestion des déchets	Partage de responsabilités entre le MDE, les autres institutions publiques et privées au sein des communautés dans les domaines d'activités liés à la nature de projets. Le MDE est en charge de la coordination et du suivi des projets. Les indicateurs de suivi ne s'y trouvent pas. Aucune mention des défis et enjeux liés au genre.
PSRC (2013)	Réduire la vulnérabilité et augmenter la résilience des communautés rurales et urbaines dans les régions ciblées par le programme et promouvoir l'engagement à long terme de toutes les parties prenantes	Le programme est constitué de 4 principaux projets dont les durées de mise en œuvre ne dépassent pas 5 ans	Infrastructures résilientes dans la boucle Centre-Artibonite, agriculture résiliente dans la boucle Centre-Artibonite, Adaptation des zones côtières du Golfe de la Gonâve aux changements climatiques, renforcement de la gestion des connaissances des ressources hydriques et des données hydrométéorologiques et climatiques en appui aux processus de prise de décisions et de dialogue politique	Un montage institutionnel axé sur le secrétariat technique du CIAT appuyé par des commissions techniques, d'un comité de pilotage, d'une commission scientifique et d'une unité de coordination de projet. Des indicateurs de succès/suivi sont fournis pour les différentes composantes des projets. Des considérations

Tableau 3. Synthèse des principales politiques nationales sur l'adaptation aux changements climatiques

Document	Vision/Objectif global	Portée temporelle	Priorités	Mécanisme de coordination institutionnel
				explicités faites sur la question du genre, y compris des indicateurs sexospécifiques.
CDN (version initiale, 2015)	Participer à l'objectif mondial de réduction des émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques	2016-2030	Réduction des émissions de GES dans le secteur de l'Énergie, AFAT et Déchets Priorités d'adaptation :	
PANA (première mise à jour, 2017)	Proposer des actions d'adaptation urgentes et immédiates aux changements climatiques	2017-2022	Gouvernance, information, éducation, sensibilisation et recherche au développement, renforcement des capacités socioéconomiques à travers la promotion d'activités génératrices de revenus susceptibles de contribuer à l'autonomisation des femmes, gestion intégrée des ressources en eau et des bassins versants, renforcement de la sécurité alimentaire notamment par le développement de la bioéconomie, gestion intégrée des zones côtières et des ressources halieutiques, conservation et valorisation durable des ressources naturelles, construction et réhabilitation des infrastructures adaptées aux impacts actuels et projetés des impacts des	Un système de suivi-évaluation par le CNCC au niveau central et les tables de concertation régionale (TCR) au niveau déconcentré, appuyées par un comité de pilotage et un comité de suivi-évaluation. Des indicateurs génériques de résultat sont fournis pour les programmes dans les différentes régions. Une reconnaissance de l'importance de la question du genre dans la lutte contre les changements climatiques.

Document	Vision/Objectif global	Portée temporelle	Priorités	Mécanisme de coordination institutionnel
			changements climatiques, gestion intégrée des déchets, promotion des énergies renouvelables	
PNCC (2019)	Arriver, d'ici 2030, à mettre Haïti sur la voie d'une croissance verte par l'existence de secteurs socio-économiques moins sensibles aux changements climatiques, dotés d'une grande capacité de réponses aux conditions climatiques favorables et tournés vers l'adoption de technologies sobres en carbone	2019-2030	Renforcement institutionnel, amélioration de la gouvernance, mobilisation de financement endogène, efficacité dans les actions de lutte contre les changements climatiques. Plusieurs mesures de politique sont envisagées pour chaque pilier de la PNCC	Mise en œuvre et suivi-évaluation coordonnés par le CNCC. Indicateurs de performance à définir

5.2. La question du genre dans les politiques nationales sur l'adaptation aux changements climatiques

L'importance de la prise en compte du genre dans les politiques haïtiennes sur l'adaptation aux changements climatiques est bien acceptée, et beaucoup d'efforts sont déployés pour favoriser la présence des femmes et des filles dans les processus de formulation desdites politiques. Toutefois, sa matérialisation de façon précise, concrète et substantielle reste un défi, car il manque non seulement les évidences nationales suffisamment bien documentées pour bien prendre en compte leur vulnérabilité spécifique aux changements climatiques, mais aussi une attention particulière pour l'identification et le suivi d'activités répondant à leurs besoins. Si l'on reconnaît que le nombre d'institutions faisant le plaidoyer pour l'intégration du genre dans la lutte contre les changements climatiques ne cesse d'augmenter, il est toutefois, regrettable de constater que la question n'a pas encore dépassé la présence et, à un degré moindre, la participation des femmes et des filles dans les consultations réalisées et la formulation de quelques indicateurs génériques dans les plans de suivi-évaluation.

5.3. Approches et méthodes pour l'élaboration des politiques nationales sur l'adaptation aux changements climatiques

De façon générale, les processus d'élaboration des politiques nationales en matière d'adaptation aux changements climatiques se veulent être participatifs et inclusifs. Des efforts sont généralement consentis par l'État central afin d'assurer la pleine contribution d'une gamme variée d'acteurs à différentes échelles administratives. Pour ce faire, des ateliers départementaux ou régionaux sont souvent utilisés et mis à profit pour le partage d'informations et la collecte de données devant nourrir les différentes politiques. La tenue desdites consultations n'a pas toujours produit les résultats escomptés. Cette situation s'explique notamment par des écarts dans le choix des participants. Par ailleurs, il est de coutume de tenir des ateliers de validation ou de restitution uniquement au niveau central, ce au détriment des acteurs situés dans les autres départements et communes du pays. Cette manière de procéder est de nature à compromettre les activités similaires dans le futur. L'opérationnalisation du CNCC prévu dans le décret organisant le MDE devait permettre de pallier ces problèmes.



Besoins exprimés et soutiens obtenus en lien avec le changements climatiques

Photo: Neil Palmer (CIAT)

L'implémentation des politiques ou des grandes orientations de la République d'Haïti en matière d'adaptation aux changements climatiques requiert à la fois des ressources financières, humaines et matérielles. Cette section fournit une idée générale de ces dernières ainsi qu'un portrait des soutiens reçus depuis la publication du premier PANA.

6.1. Besoins du pays en matière d'adaptation aux changements climatiques

La CDN initiale du pays fournit une idée claire des besoins financiers pour l'adaptation aux changements climatiques. Sur une période de 15 ans (2016-2030), ces besoins financiers sont estimés à 16 milliards de dollars US, soit un peu plus d'1 milliard de dollars US/an. En ce qui concerne les besoins en renforcement des capacités, plusieurs documents (PANA, CDN, PNCC...) en dressent un bon profil. Ces besoins en renforcement des capacités pour l'adaptation englobent les aspects liés à la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation³⁰. Un plan de développement et de renforcement des capacités³¹ du pays a été élaboré dans le cadre du projet PNA et est en phase de mise en œuvre. Ce plan s'articule autour de cinq (5) axes : i) Produire et diffuser de la connaissance sur les changements climatiques, ii) Former les (futurs) professionnels de l'adaptation, iii) Développer une éducation de masse sur l'adaptation, iv) Adapter la stratégie de renforcement à la réalité haïtienne et v) Améliorer la gouvernance de l'adaptation. Par ailleurs, le pays prépare, dans le cadre du mécanisme technologique de la Convention, son évaluation des besoins technologiques pour l'adaptation³². Dans ce cadre, il a déjà franchi la première étape du processus, à savoir l'identification et la hiérarchisation des technologies d'adaptation. Les produits des étapes 2 et 3 du processus, en l'occurrence l'analyse des barrières et le plan d'actions technologiques seront finalisés au cours de l'année 2022.

6.2. Soutiens reçus et anticipés en matière d'adaptation aux changements climatiques

Faute d'un système d'information centralisé et accessible sur les soutiens reçus par le pays en matière d'adaptation aux changements climatiques, une liste non exhaustive de programmes/projets couvrant approximativement la période de 2006-2021 a été inventoriée et dressée (voir Annexe 2). Cette liste comprend des informations clés sur les projets inventoriés, notamment leur portée spatiale, sectorielle et temporelle ainsi que leur budget. Dans le cadre de cette communication, on entend par programme/projet d'adaptation toute « *initiative susceptible de réduire la vulnérabilité des systèmes humains et naturels aux impacts actuels et anticipés des changements climatiques. Ces initiatives doivent i) indiquer explicitement dans un document de référence (document de projet) l'objectif*

³⁰ PNUD, 2020. Stocktaking sur tous les aspects du PNA. Rapport d'inventaire présentant les gaps dans les informations sur la vulnérabilité aux changements climatiques et plan d'actions. Préparé par Kénel Délusca, 48 p.

³¹ MDE, MPCE, PNUD, 2021. Plan de développement et de renforcement des capacités. Préparé par le Consortium Unite Caribbean/Catedel, 74 p.

³² MDE, 2020. Projet d'évaluation des besoins en technologies (EBT). Rapport sur l'identification et la hiérarchisation des technologies climatiques : Composante Adaptation. Préparé par Pachuco Jean-Baptiste

d'adaptation aux changements climatiques ET (ii) avoir des activités qui réalisent ou qui se penchent sur des mesures spécifiques ciblant la réduction de la vulnérabilité actuelle ou anticipée»³³.

- ✓ Dans l'échantillon de 31 projets inventoriés au cours de la période susmentionnée, les constats suivants³⁴ ont été effectués :
- ✓ Moins de la moitié (10) avait une couverture nationale ;
- ✓ Parmi les initiatives à portée départementale, celles du Sud étaient les plus nombreuses ;
- ✓ La majorité des initiatives d'adaptation ont été effectuées dans les secteurs de l'agriculture/foresterie, l'eau et les zones côtières ;
- ✓ Les secteurs de la santé, des infrastructures et du tourisme sont des secteurs orphelins en matière d'actions d'adaptation aux changements climatiques ;
- ✓ Le renforcement des capacités est une composante quasi générale dans toutes les initiatives d'adaptation et est surtout constitué de transmission de connaissances sur les changements climatiques ; et
- ✓ Aucune des initiatives de portée nationale n'avait une enveloppe budgétaire supérieure à 100 millions de dollars US sur 5 ans.

³³ OECD, 1998. OECD DAC Rip Markers for Climate, Handbook, 34 p.

³⁴ Constats basés sur une liste non exhaustive de programmes/ projets d'adaptation, à utiliser par conséquent avec prudence.

A scenic landscape featuring a wide river in the foreground. Several wooden boats are on the water, with people visible inside them. The riverbank is rocky and covered with green vegetation. In the background, there are rolling hills and mountains under a clear blue sky. The title 'Conclusions et recommandations' is overlaid in large white text on the left side of the image.

Conclusions et recommandations

Réalisée dans un contexte sociopolitique national particulièrement fragile combiné à la situation de pandémie causée par le nouveau coronavirus, cette première communication relative à l'adaptation de la République d'Haïti a pu mettre en relief les multiples efforts du pays en la matière. En effet, elle a permis de constater une évolution relativement importante de son cadre de politiques sur la question. De plus, elle a non seulement présenté de façon synthétique les différents besoins des pays en matière d'adaptation aux changements climatiques, mais elle a aussi fourni un aperçu des principaux soutiens reçus.

À la lumière des éléments présentés dans ladite communication, il demeure évident que beaucoup reste à faire afin que la priorité accordée à l'adaptation soit traduite par une augmentation de la résilience climatique du pays. À cet égard, un meilleur endossement politique, une amélioration de la synergie des documents de politique ainsi qu'une augmentation des capacités de développement de projets bancables et de mobilisation de ressources sont de nature à rehausser l'efficacité des initiatives d'adaptation.

Finalement, afin de faciliter l'élaboration des prochaines communications du pays sur l'adaptation, un accent particulier doit être porté sur le renforcement des capacités nationales sur le suivi-évaluation et le rapportage des initiatives d'adaptation. Le document PNA qui sera finalisé au début de l'année 2022 pourra contribuer grandement à adresser les différents problèmes soulevés à travers la mise en place de mécanismes institutionnels appropriés, notamment pour la mise en œuvre de certaines actions phares et le suivi-évaluation des progrès effectués

Annexe 2: Recensement de quelques projets d'adaptation aux changements climatiques

Titre du programme/projet	Couverture spatiale	Couverture sectorielle du projet ⁴⁰	Partenaire (s) de mise en œuvre ⁴¹	Nature des interventions du projet ⁴²	Durée du projet (nombre d'années)	Bailleur (s)	Montant total du projet	Montant fourni par le(s) bailleur(s)
1) Intégration des risques liés au changement climatique dans les processus de planification du développement national en Haïti – PNA	Nationale = 2	Autres = 10 Renforcement de capacité	PNUD Agences des Nations Unies = 2	Renforcement de capacités = 2 Le projet vise à renforcer les capacités institutionnelles et techniques pour un développement continu de l'Autorité Nationale Désignée (AND) en vue d'une intégration efficace de l'adaptation au changement climatique dans les processus de coordination, de planification et de budgétisation aux niveaux national et sous-national.	2019–2023 (est)	GCF	2 633 140 USD	1 788 037 USD
2) Karayib Klima	Nationale 2	Agriculture = 1; Agroforesterie = 2; Zones côtières = 7; Autres = 10	Unite Caribbean Haitian CSOs OSC = 6 Secteur privé = 7	Renforcement de capacités = 2 Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 campagne de sensibilisation = 5 Support aux organisations de la société civile pour la mise en place de projets de coopération en matière de résidence climatique	2021-2022	Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères Fondation de France	937 200 EUR	121 295 USD
3) Expedited Financing for (interim) Measures for Capacity Building in Priority Areas (Phase II)	Nationale 2	Autres = 10 Renforcement de capacités	UNEP Ministry of Environment Agences des Nations Unies = 2 Public = 1	Renforcement de capacités = 2 campagne de sensibilisation = 5 The main objective of the project is to enhance capacity-building at national level and maintain efforts to access and disseminate information related to climate change related	2002-2015	GFF Trust Fund	90 000 USD	90 000 USD

39 – Transnationale = 1; Nationale = 2; Régionale = 3; Départementale = 4; Communale = 5

40 – Agriculture = 1; Agroforesterie = 2; Forêt = 3; Eau = 4; Santé = 5; Infrastructures = 6; Zones côtières = 7; Transport = 8; Énergie = 9; Autres = 10

41 Public = 1; Agences des Nations Unies = 2; Banques multilatérales de développement = 3; ONG internationales = 4; ONG nationales = 5; OSC = 6

42 Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1; Renforcement de capacités = 2; Développement et transfert de technologies = 3; Production d'informations et de connaissances = 4; campagne de sensibilisation = 5

Communication d'Haïti relative à l'adaptation

				<p>technologies.</p> <p>The specific objectives are:</p> <ul style="list-style-type: none"> - To help meet the added requirement of enhancing capacity in order to identify and analyse technological needs; - To build capacity at national level in order to enable participation in systematic observation networks; - To build the capacity to prepare climate change programmes; - To build the capacity to improve the quality of climate change enabling activities; - To access information on technology transfer and sensitize the public on climate change. 					
4) Enabling Activities to Facilitate the Preparation of a National Adaptation Plan of Action (NAPA)	Nationale 2	Autres = 10 Renforcement de capacité	UNEP Ministry of Environment Agences des Nations Unies Public = 1	<p>Renforcement de capacités = 2</p> <p>The objectives of NAPAs are:</p> <ul style="list-style-type: none"> To serve as simplified and direct channels of communication for information relating to the urgent and immediate needs for adaptation. To facilitate capacity building for the preparation of initial national communications, and addressing urgent and immediate adaptation needs, in particular those which have direct relevance with poverty alleviation. 	2003-2008	Least Developed Countries Fund	198 665 USD	198 665 USD	
5) Strengthening Adaptive Capacities to Address Climate Change Threats on Sustainable Development Strategies for Coastal Communities in Haiti	Nationale = 3	Zones côtières = 7 Autres = 10 Renforcement de capacité	UNDP Ministry of Environment Agences des Nations Unies Public = 1	<p>Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1; Renforcement de capacités = 2</p> <p>To strengthen adaptive capacity of populations and productive sectors in coastal areas to address increasing climate change risks.</p>	2010-2018	Least Developed Countries Fund Project Government Contribution GEF Agency(ies) Bilateral Aid Agency(ies)	13 380 000 USD	3,500,000 USD GEF 9 780 000 USD co-financing	
6) 4th Operational Phase of the GEF Small Grants Programme (RAF2)	Nationale 2	Small grants for multiple projects Agriculture = 1;	UNEP UNOPS Agences des Nations Unies = 2	<p>Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1</p> <p>Global environmental benefits in biodiversity and climate change focal areas secured through</p>	2009- 2010 ?	GEF Trust Fund	Multi-country project – Haiti budget not specified 89 711 963		

		Agroforesterie = 2; Foresterie = 3; Infrastructures = 6; Zones côtières = 7; Autres = 10		community-based initiatives and actions.			USD	
7) Strengthening Climate Resilience and Reducing Disaster Risk in Agriculture to Improve Food Security in Haiti Post Earthquake		Agriculture = 1	Food and Agriculture Organization Ministry of Environment and Ministry of Agriculture Agences des Nations Unies = 2 Public = 1	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Développement et transfert de technologies = 3 Increase resilience of vulnerable farmers including their livelihoods and agro-ecosystems against the impacts of climate variability and in the post-earthquake crises through integration of disaster risk management and adaptation practices in the agricultural sector and replication of more hazard resilient crop varieties and cultivation technologies.	2012-2019	Least Developed Countries Fund FAO	12,056,724.00 USD	2,727,000 USD GEF 9,329,724 USD Co-financing
8) Increasing Resilience of Ecosystems and Vulnerable Communities to CC and Anthropogenic Threats Through a Ridge to Reef Approach to BD Conservation and Watershed Management	Départementale = 4 (Sud)	Zones côtières = 7 Eau = 4	UNDP Ministry of Environment Agences des Nations Unies = 2 Public = 1	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1; Renforcement de capacités = 2 To strengthen adaptive capacity of populations and productive sectors in coastal areas to address increasing climate change risks.	2015 - ongoing	Multi Trust Fund	51,815,068 USD	9,135,068 USD GEF 42,500,000 USD co-financing
9) Ecosystem Approach to Haiti Cote Sud	Départementale = 4 (Sud)	Zones côtières = 7 Agroforesterie = 2 Foresterie = 3 Zones côtières = 7	UNEP Ministry of Environment & Agences des Nations Unies = 2 Public = 1 ONG nationales = 5	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 To enhance the resilience of vulnerable ecosystems to the impacts of climate change in PAs and surrounding landscapes, and thereby to secure their biodiversity and ecosystem functionality and derivative ecosystem services including greenhouse gas sequestration and emissions reduction.	2015 - ongoing	Multi Trust Fund LCDF GEF UNEP UNDP IADB Ministry of Environment	49,085,700 USD	6,216,000 USD GEF 42,669,700 USD co-financing

Communication d'Haïti relative à l'adaptation

10) Catalyzing Implementation of the Strategic Action Programme for the Sustainable Management of Shared Living Marine Resources in the Caribbean and North Brazil Shelf Large Marine Ecosystems (CMLE+)	Transnationale = 1	Autres = 10 - fisheries	UNEP UNOPS Agences des Nations Unies = 2	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Facilitating EB/MAF in the CMLE+ for the sustainable and climate resilient provision of goods and services from shared living marine resources, in line with the endorsed CMLE+ SAP	2015 - ongoing	GEF Trust Fund UNEP FAO UNESCO OSPESCA CRFM CARPHA CANNARI USA Various private sector	147 103 695 USD	12 500 000 USD GEF 134 153 695 USD Co-financing
11) Resilient Productive Landscapes in Haïti	Nationale = 2	Agriculture = 1	World Bank Ministry of Agriculture, Natural Resources and Rural Development, Ministry of Environment, Ministry of Economy and Finance Public = 1 Banques multilatérales de développement = 3	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Renforcement de capacités = 2 To improve the adoption of resilience-enhancing agricultural and landscape management practices in selected sub-watersheds	2018 - ongoing	Least Developed Countries Fund	26 392 694 USD	6 210,046 USD GEF Co-financing Total 20 000 000 USD
12) Sustainable Management of Wooded Production Landscapes for Biodiversity Conservation	Nationale = 2	Agriculture = 1 ; Agroforesterie = 2 ; Foresterie = 3	UNDP FAO Ministry of Environment (MoE) Agences des Nations Unies = 2 Public = 1	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 The generation of multiple environmental and social benefits through the integrated and sustainable management of wooded production landscapes in the Massif la Selle and Massif du Nord and Grande Riviere du Nord with globally significant biodiversity	2021	GEF Trust Fund IADB UNDP FAO	53 761 384 USD	6,186,964 USD GEF 47 394 420 USD co-financing
13) Managing the Human-Biodiversity Interface in the Southern Marine Protected Areas of Haïti - MHBI	Départementale = 4 (Sud)	Zones côtières = 7	IADB Ministry of Environment (MoE) Public = 1 Banques multilatérales de développement = 3	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Renforcement de capacités = 2 The general objective of this project is to contribute to improving the conservation and management effectiveness of the Grosse Caye/Zone humide d'Aquin and Olivier/Zanglais Marine Protected Areas.. The specific objectives are to: (i) improve fishery management in MPA (ii) mitigate climate	2017 - ongoing	GEF Trust Fund IADB	12,426,48 USD	1,826,485 USD GEF 10 600 000 USD co-financing

				change through critical ecosystems restoration				
14) Building Resilience in the Wake of Climate Disasters in Southern Haiti	Départementale = 4 (Sud)	Zones côtières = 7 Agriculture = 1 Eau = 4 Foresterie = 3	UNDP Ministry of Environment Agences des Nations Unies = 2 Public = 1	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Renforcement de capacités = 2 To increase the adaptive capacity and resilience of communities residing amongst fragile ecosystems and vulnerable to recurring climate disasters	2020 (project still not approved for implementation)	Least Developed Countries Fund Governments of France & Norway World Bank UNEP	17,127,857.00 USD	4,327,857 USD GEF 12,650,000 USD co-financing
15) CSIDS-SOIL-CARE Phasel: Caribbean Small Island Developing States (SIDS) multi-country soil management initiative for Integrated Landscape Restoration and climate-resilient food systems	Régionale = 3 (autres pays concernés : Barbados, Antigua and Barbuda, Belize, Grenada, Guyana, Haïti, Jamaïca, St. Lucia)	Soil management Agriculture = 1; Agroforesterie = 2; Foresterie = 3	FAO Partnership Initiative For Sustainable Land Management (PISLM) in Caribbean Small Island Developing States (SIDS)	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Renforcement de capacités = 2 Développement et transfert de technologies = 3 SOILCARE is probably the first regional integrated intervention aimed at promoting sustainable land management within the overall context of LDN and climate change resilience in Caribbean SIDS. Based on the range of outputs from the project and the outcomes to be realised (Appendix Q) it is envisaged that the project will have the impact of increasing Caribbean SIDS Land Degradation Neutrality (LDN) and Climate Resilience in so doing enhance sustainable livelihood alternatives.	2019 (project still not approved for implementation)	Multi-Trust Fund	Multi-country project – Haïti budget not specified 34,153,021.00 USD	
16) Strengthening National Institutions in Haïti to meet the Transparency Requirements of the Paris Agreement	Nationale = 2	Autre = 10	UNDP Ministry of Environment Agences des Nations Unies = 2 Public = 1	Renforcement de capacités = 2 Développement et transfert de technologies = 3 To set up a national MRV system to track GHG emissions and impact of mitigation actions as well as indicators as part of the M&E system on adaptation. These systems will serve to track the NDC according to the requirements of the transparency framework under the Paris Agreement on Climate Change	2021 - ongoing	GEF Trust Fund	1,410,000.00 USD	1,320,000 GEF 40,000 co financing
17) Strengthening the climatic	(no details available)	Eau = 4	UNDP MDE	(no details available)	2020 (project still not	Least Developed	36,254,563.00 USD	

Communication d'Haïti relative à l'adaptation

	resilience of the drinking water sector in the South of Haiti			DINEPA Agences des Nations Unies = 2 Public = 1		approved for implementation)	Countries Fund		
18)	Improving the flow of ecosystem services in biologically-rich watersheds of the Southern region of Haiti	Départementale = 4 (Sud)	Agriculture = 1 ; Agroforesterie = 2 ; Foresterie = 3 ; Eau = 4	UNDP Ministry of Environment Agences des Nations Unies = 2 Public = 1	Renforcement de capacités = 2 Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1	2020 (project still not approved for implementation)	GEF Trust Fund	31,525,479.00 USD	
19)	Haiti Centre Arthonite Regional Development Project	Départementale = 4 (Sud)	Infrastructures = 6	BRD/IDA Unité Technique d'Exécution (Technical Executing Unit) from the Ministry of Finance and Economy Public = 1 Banques multilatérales de développement = 3	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 The objective of the proposed Project is to support the development of the Centre Arthonite Loop (CAL) region, primarily by enhancing all-weather connectivity and logistics for producers, and the region's resilience to climate change.	2014	CEF Pilot Program for Climate Resilience	58 000 000 USD	CEF 8 000 000 USD IDA 50 000 000 USD
20)	Strengthening Hydro-Meteorological Services Project	Nationale = 2	Eau = 4	World Bank Ministry of Agriculture, Natural Resources and Rural Development ((MARNDR) Public = 1 Banques multilatérales de développement = 3	Renforcement de capacités = 2 The project objective is to strengthen the GoH's institutional capacity to provide hydro-meteorological and climate information services customized to the needs of the civil protection and agriculture sectors, which contributes to increasing disaster and climate resilience	2015	Pilot Program for Climate Resilience	5 000 000 USD	5 000 000 USD
21)	Climate Proofing of Agriculture in the Centre-Arthonite Loop	Départementale = 4 (Centre-Arthonite)	Eau = 4 Agriculture = 1	Inter-American Development Bank Ministry of Agriculture, Natural Resources and Rural Development (MARNDR) Public = 1 Banques multilatérales de développement = 3	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Renforcement de capacités = 2 The objective of this project is to reduce rural economic losses through the improvement of climate risk management in selected watersheds. The specific objectives are to: (i) increase capacities for adaptation to climate change and disaster risk management (DRM) in the agriculture sector;	2015	Pilot Program for Climate Resilience	42 750 000 USD	

					(ii) improve water and sediment conservation in selected gullies of priority watersheds; (iii) reduce the risk of rural economic losses due to floods in targeted watersheds; and (iv) restore the educational capacity of the Faculty of Agronomy and Veterinary Medicine (FAMV) campus.					
22) Haiti – Municipal Development and Urban Resilience Project (originally named as “Climate Change Adaptation in the Coastal Cities of the Gulf of La Gonave Project”)	Départementale = 4 (Ouest)	Zones côtières = 7	World Bank Ministry of Interior and Local Authorities (MICT); and Ministry of Transport, Communications and Public Works (MTPTC) Public = 1 Banques multilatérales de développement = 3	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Renforcement de capacités = 2 The Project Development of Objective is to (i) improve the technical and financial capacity of six municipalities in the metropolitan area of Cap-Haïtien to plan, finance and deliver basic municipal services; and (ii) reduce climate risks and urban flooding in the city of Cap-Haïtien.	2017	Pilot Program for Climate Resilience	55 000 000 USD	7 000 000 USD PPCR 48 000 000 USD co-financing		
23) Projet d'Adaptation Basée sur les Ecosystèmes (ABE)	Nationale = 3	Zones côtières = 7	UNDP Agences des Nations Unies = 2	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Ce projet vise, d'une part, à renforcer la résilience face aux menaces climatiques dans les bassins versants sélectionnés et zones côtières à travers l'aménagement de ces bassins versants et la conservation des sols; la gestion des zones côtières, la valorisation et la conservation des ressources naturelles et, d'autre part, à renforcer la contribution des zones protégées à la conservation de la biodiversité et au développement durable dans les zones côtières et marines sélectionnées.	2015–2021 (est)	UNDP Global Environment Fund Trust IDB	51 635 068 USD	10 484 489 \$		
24) Programme de Préparation d'Haïti à l'accès au Fonds Vert pour le Climat	Nationale = 2 Régionale = 3	Autre = 10	UNDP Agences des Nations Unies = 2	Renforcement de capacités = 2 Programme de préparation du Fonds vert pour le climat en offrant un soutien axé sur les résultats, pour renforcer les cadres institutionnels nationaux de financement du climat.	2018	UNDP Japan GEF Trust	366 200 USD	309 436 USD		
25) Action Against Desertification	Nationale = 2	Agriculture = 1	FAO Agences des Nations Unies = 2	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1	2014 - 2019	UE DCI -	671 7000 EUR			

				<p>The overall objective of this project is to contribute (i) to poverty alleviation, (ii) ending hunger and (iii) improving resilience to climate change in drylands and other fragile ecosystems in 8 ACP countries, using a landscape approach. The specific objective of the project is to improve the condition and productivity of the agro-sylvo-pastoral landscapes affected by desertification, land degradation and drought (DLDD) in 8 ACP countries.</p>				
<p>26) Projet d'assurance contre les risques de catastrophe</p>	<p>Nationale = 2</p>	<p>Autres = 10 (finances)</p>	<p>World Bank Banques multilatérales de développement = 3</p>	<p>Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Le Projet d'assurance contre les risques de catastrophe en Haïti vise à réduire la vulnérabilité financière du pays vis-à-vis des catastrophes naturelles, grâce à une couverture d'assurance contre les tremblements de terre et les ouragans. Il fournira pour cela un financement afin de permettre à Haïti d'adhérer au Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes aux Caraïbes (CCRIF) et de se doter d'une couverture financière contre les effets dévastateurs des tremblements de terre ou ouragans. Sans ce don de l'IDA, Haïti ne pourrait probablement pas adhérer à cette initiative pilote, qui représente le premier mécanisme mis en place pour protéger les petits États insulaires contre l'impact financier des catastrophes naturelles. Le projet a deux composantes principales, la première consistant à aider à Haïti à adhérer au CCRIF en finançant les droits correspondants. Ceux-ci représentent le montant de la prime d'assurance pour la première année, soit 2,57 millions de dollars. La deuxième composante porte sur le paiement de la prime annuelle et aidera le pays à se doter d'une couverture auprès du CCRIF pour les trois premières années de ce programme. Par ce biais, le projet soutient également l'établissement et la viabilité du CCRIF.</p>	<p>2007</p>	<p>BIRD IDA</p>	<p>9 000 000 USD</p>	<p>9 000 000 USD</p>

<p>27) Projet d'urgence de reconstruction des ouvrages d'art et de réduction de la vulnérabilité</p>	<p>Nationale = 2</p>	<p>Transport = 8 Infrastructures = 6</p>	<p>Banque mondiale Banques multilatérales de développement = 3 Unité Centrale d'Exécution, BMPAD, UCE, CIAT</p>	<p>Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Le Projet d'urgence de reconstruction des ouvrages d'art et de réduction de la vulnérabilité en Haïti se donne pour objectifs de développement : a) de rétablir l'accès à certains points critiques du système de transport haïtien ; et b) de contribuer à rendre le pays moins vulnérable en renforçant son système national de gestion des risques de catastrophes. Il vise à financer partiellement les coûts afférents à la reconstruction et à l'entretien d'urgence de certaines infrastructures clés détruites ou endommagées par la série d'ouragans et de tempêtes tropicales qui ont frappé Haïti en septembre 2008. L'appui fourni répondra à la situation actuelle en finançant rétroactivement les moyens engagés d'urgence (construction de gués ou déjambements temporaires) pour rétablir au plus vite l'accès à certains points critiques des routes principales, ainsi qu'en finançant la reconstruction de deux des quatre principaux ponts détruits par les cyclones FGH1 (Fay, Gustave, Hanna et Ike). Il est également censé améliorer la capacité de résistance des ponts et routes du pays à de futures catastrophes naturelles. Enfin, il financera certaines activités de renforcement institutionnel et d'assistance technique en vue d'améliorer les pratiques de gestion des infrastructures au sein du ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), et de soutenir les activités de réduction de la vulnérabilité en fournissant une assistance technique au Système national de gestion des risques de catastrophes pour, entre autres, la préparation, la planification et le contrôle du relèvement du pays, ainsi que le plan de reconstruction</p>	<p>2009</p>	<p>Banque mondiale MTPTC</p>	<p>USD 20 000 000</p>	<p>USD 19,350,7000</p>
<p>28) Projet de développement municipal et de</p>	<p>Communale = 5 (Cap-Haïtien)</p>	<p>Infrastructures = 6</p>	<p>Banque mondiale Banques multilatérales de</p>	<p>T Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1</p>	<p>2017</p>	<p>Banque Mondiale</p>	<p>USD 55,40 million</p>	<p>USD 48,40 millions</p>

Communication d'Haïti relative à l'adaptation

résilience urbaine		Autre = 10	développement = 3 Ministry of Interior and Local Authorities, Ministry of Public Works, Transport and Communications	Renforcement de capacités = 2 The project development of Municipal Development and Urban Resilience Project for Haiti is to (i) reduce urban flooding and enhance resilience in the city of Cap-Haïtien; and (ii) improve the capacity of six municipalities in the Cap-Haïtien metropolitan area to plan, finance and deliver basic municipal services and management.					
29) Konbit pou liye kont chanjman klimatik nan Nò (KLIMA-Nord)	Départementale Nord = 4	Agriculture = 1 Foresterie = 2 Gestion des déchets = 10 Efficacité énergétique = 9 Renforcement des capacités	CECI-VTI OSC	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Renforcement des capacités = 2 L'objectif du projet était de soutenir les communautés et les partenaires locaux des régions du Nord et du Nord-Est dans leurs efforts de lutte contre le changement climatique, notamment par l'amélioration de la résilience des écosystèmes					
30) Adaptation climatique et Valorisation Économique des filières agricoles en Haïti (AVETT)	Départementale Grand'Anse = 4	Agriculture = 2	Agence des Nations Unies = 1 ONG internationale (CECI) = 4 ONG nationale = 5 OSC = 6	Mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation = 1 Renforcement des capacités = 2 Le projet vise à encourager l'adoption de pratiques agricoles permettant d'accroître la résilience des systèmes de production aux changements climatiques					
31) Appui à la prise en compte du changement climatique dans le développement national d'Haïti (AP3C)	Nationale = 2	Autres = 10	Public = 1 (MDE) ONG internationales ONG nationale OS	Mise en œuvre de projets innovants d'adaptation aux changements climatiques = 1 Renforcement de capacités = 2 L'objectif principal du projet était de réduire la vulnérabilité d'Haïti au changement climatique. L'un des objectifs spécifiques était de renforcer la capacité du gouvernement à intégrer la viabilité environnementale et l'adaptation au changement climatique dans les politiques, stratégies, programmes et projets de développement.					



Gouvernement Haïtien